

## LE PROJET EST À L'ÉTUDE

## Le prix de l'eau va augmenter

**Longtemps évoquée et à chaque fois reportée, une nouvelle tarification de l'eau potable est d'actualité puisque le dossier est actuellement à l'étude au niveau du ministère de tutelle, celui des Ressources en eau et de l'Environnement.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Et c'est le premier responsable du secteur qui en fait part, mettant en avant, certainement pour atténuer de l'impact de cette perspective, que cette nouvelle tarification ne concernera pas les petits consommateurs, connus, listés et évalués à près de 18 millions de ménages.

Abdelkader Ouali, qui intervenait, hier, sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale, a expliqué que «l'étude de cette nouvelle tarification se base sur deux principes fondamentaux, à savoir qui consomme plus paiera plus et que celle-ci doit être conforme au niveau de consommation des ménages». Autrement dit, a-t-il explicité, «il n'est pas question que l'eau soit cédée aux activités industrielles, touristiques, aux com-

merçants qui ont des douches, des limonaderies ou des stations de lavage de véhicules et autres commerces à forte utilisation d'eau, au même prix que celui des ménages».

Encore que même ces derniers, a ajouté le ministre, devront payer différemment l'eau qu'ils consommeront. C'est ainsi que ceux qui consomment jusqu'à 24 mètres cubes par trimestre, listés et estimés à près de 18 millions de ménages, seront épargnés par cette nouvelle tarification, dans une démarche similaire à celle ayant prévalu dans la nouvelle tarification appliquée depuis janvier dernier pour ce qui concerne la consommation de l'énergie électrique et du gaz. Une démarche qui a plusieurs objectifs : outre de cibler le soutien des prix de l'eau par l'Etat,



Une nouvelle tarification de l'eau potable est d'actualité.

quand on sait que le prix du mètre cube d'eau produit revient à 70 dinars alors qu'il est revendu à 6,30 à tout le monde, sans tenir compte du seuil de

consommation, cette nouvelle tarification constituera cette digue de plus contre le fléau du gaspillage de l'eau qui a atteint des dimensions alar-

mantes et permettra à l'ADE (Algérienne des eaux) de rééquilibrer son budget, elle qui enregistre actuellement un déficit de 10 milliards de dinars.

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement a, par ailleurs, annoncé la réception, l'année en cours, de cinq barrages qui viendront ainsi s'ajouter aux 75 autres opérationnels dont les 44 réalisés depuis 1999. Ceci dans l'attente de la réception de 4 autres barrages d'ici à 2019.

Et de faire part du recensement, dans le cadre du plan national de l'eau, un document de planification et de prospective qui va à l'horizon 2035 sur les possibilités hydriques et des infrastructures qu'il faut mettre en place pour faire face aux besoins socioéconomiques du pays et aux changements climatiques, de pas moins de 86 sites potentiels pour recevoir des barrages dont les études de 45 d'entre eux ont été déjà entamées.

M. K.

## NOUVEAUX PRODUITS SOUMIS AUX LICENCES D'IMPORTATION

## La liste sera connue le 13 février

**Le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé hier que la liste supplémentaire des produits qui seront soumis aux licences d'importation sera connue le 13 février prochain, à l'occasion de la tenue d'un comité interministériel sous la présidence du Premier ministre.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Cette réunion, qui aura lieu au siège du Premier ministre, rassemblera les ministres de l'Industrie, de l'Agriculture, du Commerce et le ministre des Finances. M. Tebboune s'est refusé à divulguer les propositions de son département mais a indiqué que ladite réunion aura à déterminer et le volume et la nature des produits à ne pas importer.

Concernant l'importation des véhicules, Abdelmadjid Tebboune a réfuté l'idée de revoir les quotas d'importation «ni à la hausse ni à la baisse», affirmant que le quota est arrêté par le Premier ministre ajoutant qu'«à l'intérieur de ces quotas, il y a des

licences qui seront données proportionnellement aux capacités et à la qualité d'importation des uns et des autres».

Le régime des licences d'importation a été mis en place en 2016 comme moyen à même de maîtriser le commerce extérieur, et concerne jusque-là trois segments : le rond à béton, le ciment et les véhicules. Le décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'application des régimes des licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises indique que les licences d'importation ou d'exportation automatiques sont délivrées par les secteurs ministériels concernés sur la

base d'une demande accompagnée de documents justifiant la conformité des produits selon leur nature et la situation juridique des opérateurs économiques.

L'intérimaire de feu Bakhti Belaïb au département du commerce s'exprimait hier au siège de l'Algex, à l'occasion d'une réunion des cadres du secteur qui se veut une première prise de contact, et aussi l'occasion pour Tebboune de rappeler ses orientations.

Celles-ci tournent essentiellement autour de la lutte sans merci contre la spéculation, la lutte contre les fraudes, mais également de la nécessité de protéger la production nationale et les producteurs nationaux avec pour finalité la sauvegarde des intérêts et de la santé des citoyens.

L'opportunité a été également saisie par le ministre afin de donner des orientations aux responsables du secteur en vue de préparer le prochain Ramadhan. Abdelmadjid Tebboune s'est fait un devoir de rappeler qu'il déclarera la guerre aux spéculateurs de tout bord leur promettant des sanctions sévères.

Le phénomène n'épargne presque plus aucun produit de consommation. «Nous avons assisté à des prix de sacs de ciment qui sont vendus entre 800 et 900 DA le sac ; nous avons pourtant contrôlé la pro-



Abdelmadjid Tebboune.

duction de Gica (groupe public) et de Lafarge (privé) et même si l'importation de ce matériaux reste normale, il n'en demeure pas moins que dès qu'une unité s'arrête pour un entretien technique ou à cause d'une grève des travailleurs, les prix du ciment flambent», a affirmé Tebboune qui souligne qu'il y a une volonté de nuire à l'économie nationale, un comportement qu'il juge inacceptable.

Le ministre du Commerce par intérim promet qu'il n'y aura pas de pénurie sur les produits de consommation du fait que la production natio-

nale reste suffisante. «L'Algérie ne sera pas l'île de Robinson Crusoë, elle respectera ses conventions internationales qu'elle a signées, mais elle ne sera pas non plus une poubelle», souligne Tebboune qui insiste que les produits entrant en Algérie doivent être au même niveau de qualité que ceux commercialisés en Europe. «Nous ne créerons pas la pénurie, tout ce dont l'Algérien entrera au pays mais à condition de satisfaire à la qualité et de sécurité pour les consommateurs algériens», martèle Tebboune.

Y. D.

## Un nouveau DG du commerce extérieur

Le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a installé hier dans ses nouvelles fonctions de directeur général du commerce extérieur, Benhazil Abderrahmane, en remplacement de Saïd Djellab. M. Benhazil occupait jusque-là le poste de directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes auprès du ministère du Commerce.

Y. D.

## GRÈVES DANS LES UNIVERSITÉS

## Hadjar se fait menaçant

**Le ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar, s'est réuni hier avec les dix organisations estudiantines nationales à l'occasion d'une rencontre régulière d'évaluation durant laquelle il a haussé le ton contre certains dépassements et revendications irrationnelles.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Les innombrables grèves coordonnées par les étudiants en chirurgie dentaire, pharmacie et architecture, entre autres, ont fait l'objet de manipulations selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

S'expliquant sur ces termes, Tahar Hadjar a indiqué que la majorité des revendications sont «insensées» et d'autres ne relèvent pas de son secteur pour la plupart. Pour le

reste des exigences de nature réellement pédagogique ou sociale, «nous y avons répondu dès le départ», a-t-il déclaré en prenant pour témoins les représentants des organisations estudiantines présents à la réunion.

Toutefois, ce que le ministre considère véritablement révoltant c'est «le comportement incivil et criminel de ces grévistes» ayant décidé de fermer les universités ou les offices des services sociaux et d'y interdire l'accès pour motif de grève.

«De quel droit ?» s'est-il emporté en rappelant qu'il s'agit là d'une institution publique et en aucun cas elle ne devrait être bloquée. Surtout que ces dépassements servent souvent des intérêts personnels, a-t-il soutenu. Pointant du doigt la démission des organisations estudiantines quant à la tournure que prennent ces manifestations, il a prévenu celles-ci que «c'est la dernière fois que ce type d'agissement sera toléré».

En précisant que l'encadrement de ces activités est précisément à leur charge et ce laisser-faire des organisations estudiantines sera sanctionné à l'avenir par leur invalidation, a-t-il averti.

La communication des revendications doit se faire dans «un environ-

nement serein et une optique axée sur le dialogue sans qu'aucun de nous intercède dans les prérogatives de l'autre pour arriver à des consensus», a conclu T. Hadjar.

Réorganisation  
des services sociaux  
avant la fin de l'année

Un nouveau responsable, Madjid Kassi, a été désigné à la tête des services sociaux des universités au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Ce changement intervient dans le but de confier à ce département un renouveau constitutionnel, en amont comme en aval.

En effet, la qualité de ces prestations, que cela concerne la restauration, l'hébergement ou encore le transport, est médiocre comparativement aux sommes faramineuses investies dans ce sens, a concédé le ministre. En ajoutant que «la gestion actuelle de ces services de nature administrative n'est plus appropriée et est véritablement dépassée».

C'est pourquoi le ministre a assuré qu'une rencontre nationale sur la restructuration ou la refonte des services sociaux universitaires sera organisée avec le partenaire social et les associations estudiantines avant la fin de l'année afin de s'allier, in fine, sur une optique de gestion managériale de ces prestations.

N. B.